JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

SESSION DE DROIT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 12 DE LA CONSTITUTION

COMPTE RENDU INTEGRAL — 9^e SEANCE

1^{re} Séance du Vendredi 19 Juillet 1968.

SOMMAIRE

1. — Opposition à la constitution d'une commission spéciale (p. 2335).
2. — Question orale sans débat (p. 2335).
Situation des relations téléphoniques (question de M. Ansquer) :
M.M. Guéna, ministre des postes et télécommunications ; Ansquer.
3. — Ordre du jour (p. 2337).

PRESIDENCE DE M. ACHILLE PERETTI,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

OPPOSITION A LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPECIALE

M. le président. L'Assemblée a été informée hier, jeudi 18 juillet, par voie d'affichage, de la demande de constitution d'une commission spéciale présentée par le groupe Progrès et Démocratie moderne pour l'examen de la proposition de résolution de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues ten-

★ (1 f.)

dant à créer une commission d'enquête en vertu de l'article 139 du règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 (n° 33).

Mais une opposition déposée par M. le président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République est parvenue à la présidence avant la deuxième séance suivant cet affichage.

En conséquence, l'Assemblée sera appelée à statuer à une date qui sera fixée sur proposition de la conférence des présidents.

— 2 —

QUESTION ORALE SANS DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle une question orale sans débat.

SITUATION DES RELATIONS TÉLÉPHONIQUES

M. le président. M. Ansquer attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la situation de plus en plus critique des relations téléphoniques en France. L'impossibilité pour les usagers d'obtenir leurs correspondants dans des délais normaux paralyse l'économie de notre pays. C'est pourquoi il lui

demande : 1° quelles mesures il entend prendre dans l'immédiat pour que l'écoulement du trafic téléphonique s'améliore ; 2° s'il envisage de confier l'installation et l'entretien de certains réseaux à des entreprises privées sous contrôle de l'administration.

La parole est à M. le ministre des postes et télécommunications.

M. Yves Goëna, ministre des postes et télécommunications. Je pense que, par sa question, M. Ansquer veut évoquer les difficultés particulières constatées dans les liaisons téléphoniques après la grève du mois de mai, difficultés que tous les usagers ont notées.

Elles sont dues, d'une part, aux causes habituelles en cette période du début d'été : activité intense des entreprises à la veille de la fermeture annuelle, organisation des vacances des particuliers, bref tout ce qui précède et prépare la grande transhumance annuelle des Français.

Mais à cette situation bien connue se sont ajoutées cette année les conséquences des événements récents. Les entreprises, comme les particuliers, ont dû régler en peu de temps des problèmes qui auraient dû normalement être étalés sur plusieurs semaines. Ils ont dû également pallier les inévitables à-coups de la remise en marche des services postaux.

Aussi en est-il résulté une très forte augmentation des appels téléphoniques : 50 p. 100 de plus que pendant la période correspondante de l'année dernière. On comprend qu'il n'a pas toujours été possible de faire face à un tel afflux. Néanmoins, fin juin, au départ de Paris, 535.000 communications interurbaines ont été établies journalièrement contre 445.000 l'an passé, soit une augmentation de 20 p. 100.

Enfin, la saison des vacances oblige à mettre en place chaque année des circuits spéciaux. En raison des événements, ceux-ci n'ont pu être mis en place en temps utile, ce qui a accru les difficultés de desserte des zones de villégiature.

Telle est la situation devant laquelle s'est trouvée l'administration des télécommunications et à laquelle elle doit et elle veut faire face.

Tous les moyens en personnel — je puis vous l'assurer — ont été mis en place dans les centres saisonniers : détachement de 300 agents titulaires et utilisation de près de deux millions et demi d'heures d'auxiliaires de renfort, permettant le recrutement de 4.500 auxiliaires pendant trois mois.

De plus, sur les relations les plus encombrées, plusieurs centaines de circuits, aussi bien manuels que semi-automatiques ou automatiques, ont été mis en service au cours des dernières semaines. En outre, un effort particulier a été demandé au personnel de l'administration et aux constructeurs de matériel pour rattraper au maximum le retard pris dans la constitution des liaisons prévues pour la saison estivale et dont j'ai parlé il y a un instant.

Dans ces conditions, on peut escompter un retour dans les prochains jours à une situation plus normale, cette expression s'entendant par référence à l'état habituel de nos liaisons téléphoniques en cette période de l'année.

Pour répondre maintenant à la deuxième partie de la question de M. Ansquer, je dirai que malgré un accroissement régulier, durant ces dernières années, des effectifs du service des lignes et du service des installations, il est incontestable que l'administration éprouve des difficultés à accomplir, avec ses seuls moyens, toutes les tâches qui lui incombent.

Aussi avons-nous pris, depuis quelque temps déjà, les dispositions nécessaires afin d'en appeler plus largement à l'entreprise privée pour les travaux de construction.

C'est ainsi que dans les réseaux urbains certains travaux de pose et de raccordement de câbles sont effectués par des sociétés privées. De même les petits autocommuteurs Socotel sont-ils assez souvent montés maintenant par les constructeurs. Enfin, pour les lignes longues en milieu rural, les candidats à un abonnement sont fréquemment invités à recourir à l'entreprise privée.

En effet, c'est une habitude ancienne de l'administration des P.T.T. que de faire effectuer par ses propres services le plus grand nombre de travaux. Mais sans doute, devant l'accroissement de ses tâches pendant les années qui viennent, devra-t-elle assouplir cette position un peu rigide.

M. le président. La parole est à M. Ansquer.

M. Vincent Ansquer. Après une éclipse de plusieurs semaines vous voici revenu, monsieur le ministre, à la tête de ce grand service national des postes et télécommunications. Je m'en réjouis, car vous avez, à de nombreuses reprises, apporté la preuve de votre volonté de résoudre la crise du téléphone. D'autre part, je suis de ceux qui croient que la continuité dans l'action est l'un des facteurs essentiels du succès.

Aujourd'hui, dans notre face à face, nous parlons de la situation critique des relations téléphoniques en France. Comme vous venez de le rappeler, vous êtes pleinement conscient des difficultés qui sont les vôtres et les nôtres. Mon souci, comme celui, j'en suis persuadé, de tous les membres de l'Assemblée, est moins de vous adresser des critiques que de vous apporter notre concours le plus entier pour redresser un état de fait préjudiciable à l'économie de notre pays et à l'ensemble des Français.

C'est devenu un lieu commun de dire que le téléphone est un outil de travail de première nécessité tant la plupart des chefs d'entreprise en font désormais leur préoccupation dominante. Ainsi les industriels, les transporteurs, les éleveurs, les courtiers, les garagistes, les mareyeurs, les concessionnaires, et bien d'autres branches professionnelles considèrent que désormais leur activité est liée à la rapidité de l'information technique ou commerciale.

Mais aussi et surtout le téléphone est, si je puis dire, un instrument de vie pour les docteurs, les vétérinaires, les pompiers, les gendarmes, pour tous ceux dont la mission est de sauver ou de secourir.

Il en résulte que le téléphone a imprégné notre vie, non seulement par le côté humoristique des chansonniers et des airs à la mode, mais surtout par sa réalité quotidienne qui en fait parfois une servitude irritante.

Néanmoins dans l'esprit de nombreux Français le téléphone n'est plus toujours dans notre pays un moyen rapide de communication. Pourquoi ? Parce que, vous l'avez dit, les circuits locaux ou régionaux sont insuffisants, les centraux manuels saturés, les centraux automatiques pas assez nombreux, le personnel parfois aussi en nombre insuffisant.

Bien que les crédits budgétaires aient progressé en quelques années de façon tout à fait spectaculaire, vous vous trouvez, monsieur le ministre, en face de besoins qu'il est impossible de satisfaire, faute de moyens financiers.

Certes, les objectifs du IV^e plan ont été largement dépassés. On peut penser que ceux du V^e Plan le seront également. Cependant les prévisions des experts du Plan ont été très inférieures à la réalité, c'est-à-dire aux demandes de raccordements exprimées, comme à la densité du trafic. On n'a pas cru, en France, à cette explosion des relations téléphoniques qui fait de ce moyen de communiquer un produit rare, pour ne pas dire rationné.

Il n'entre pas dans mes intentions de rappeler les problèmes sous l'angle technique tels que vous les avez évoqués, ni même de faire des comparaisons statistiques. Cependant il n'est pas inutile d'indiquer que, par rapport à nos voisins européens, nous avons pris un retard important dû à la modicité des sommes investies pour le téléphone par habitant.

Alors que la France n'y a consacré en 1967 que 35 francs par habitant, cette contribution s'élève à 60 francs pour les Anglais et les Italiens, à 70 francs pour les Allemands et les Belges, à 80 francs pour les Hollandais et les Suisses et à 100 francs pour les Suédois.

Allons nous rattraper notre retard ? Oui, si nous doublons nos efforts budgétaires. La loi de finances rectificative dont nous discutons en ce moment vous apporte, monsieur le ministre, une ouverture de crédits supplémentaires de 451.400.000 francs mais elle ne précise pas si, pour équilibrer la dépense, il sera fait appel à l'emprunt ou à des hausses de tarif. De plus, cette somme est affectée aux services des postes et non aux services des télécommunications. Vous devrez donc obtenir, lors des arbitrages qui interviendront pour l'établissement du prochain budget, le doublement de vos crédits d'équipement téléphonique pour 1969.

Je suis persuadé, monsieur le ministre, que vous considérez que les équipements réalisés dans ce domaine sont des investissements productifs. Alors, chassez de l'esprit des Français le sentiment qu'ils peuvent avoir d'une certaine inertie de votre administration. S'il existe des difficultés administratives, elles doivent être réglées car notre impératif à tous c'est la productivité et l'expansion.

L'administration des télécommunications assure un service public, mais rentable, qui ne doit, à aucun moment, négliger les aspects économiques, sociaux ou tout simplement humains. Un monopole — et il s'agit là d'un monopole d'Etat — ne doit pas freiner le développement ; il devrait au contraire en être un élément essentiel, qu'il s'agisse des régions touristiques, des régions en expansion ou des régions situées à l'écart des grands axes économiques.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, comme pendant une course — en l'occurrence il s'agit d'une compétition internationale — il faut changer de vitesse : accélérer la construction des bâtiments, utiliser les matériels les plus modernes, assurer une meilleure programmation des équipements, poser et relier les câbles indispensables à l'ossature économique de notre pays, obtenir du ministère des finances que des avances remboursables puissent être consenties par les conseils généraux, les chambres de commerce, les sociétés d'économie mixte, etc., faire appel à des entreprises privées et agréées pour les réalisations autorisées.

C'est à ce prix que les télécommunications françaises se hisseront au niveau de nos partenaires européens et donneront à notre pays toutes ses chances dans la compétition internationale qui ne fait que commencer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe d'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des postes et télécommunications.

M. le ministre des postes et télécommunications. Je puis assurer à M. Ansquer, après son intervention très pertinente, qu'il n'y a et qu'il n'y aura aucune inertie dans l'administration des télécommunications.

Il sait que toute la difficulté, tout le drame, si je puis dire, vient de ce que la demande a été très tardive en France. Pendant longtemps, il n'y a pas eu de retard pour servir les usagers du téléphone et de ce fait les crédits d'investissements étaient faibles. Mais naturellement, maintenant, nous sommes partis sur une autre lancée.

Je rappelle que les crédits d'investissements téléphoniques inscrits au budget de cette année sont en augmentation de 24 p. 100 par rapport à ceux de l'année dernière. C'est vraiment là le secret de la construction des équipements téléphoniques.

Vous avez eu raison de rappeler, monsieur Ansquer, le montant par habitant des crédits engagés pour les investissements téléphoniques en France et en Suède, par exemple. Les chiffres que vous avez cités font justice de certaines accusations qui ont été proférées souvent à la légère.

Vous avez également parfaitement posé le problème en mettant l'accent sur les liaisons interurbaines, car il est illusoire de raccorder des abonnés s'ils ne peuvent pas téléphoner sur l'interurbain.

A cet égard, vous vous rappelez que c'était là une des deux grandes priorités que nous avons définies au début de l'année dernière : d'abord les liaisons interurbaines, ensuite l'automatisation.

Les liaisons interurbaines se subdivisent, si je puis dire, en deux chapitres : le développement des circuits interurbains et le développement des centres nodaux. Nous avons un programme de développement des centres nodaux. En ce qui concerne les circuits interurbains, je puis vous préciser qu'en 1968 nous avons commandé 50 p. 100 de plus d'équipements qu'en 1967, et qu'en 1969, nous aurons, je pense, doublé le chiffre de 1967. Donc la politique que nous avons définie et les priorités que nous avons arrêtées seront respectées. (*Applaudissements sur les bancs du groupe d'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. La séance réservée par priorité à une question orale est terminée.

Je vais ouvrir immédiatement la séance prévue pour la suite de l'ordre du jour.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à quinze heures vingt minutes, deuxième séance publique :

Suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 3). (Rapport n° 41 de M. Philippe Rivain, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan ; avis n° 40 de M. Hébert, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées ; avis n° 43 de M. Peyret, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi (n° 5) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (Rapport n° 45 de M. Philippe Rivain, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan) ;

Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi (n° 7), relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du ministère des armées (Rapport n° 42 de M. Hébert, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées).

Éventuellement, à vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(*La séance est levée à quinze heures vingt minutes.*)

*Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,*

VINCENT DELBECCHI.